



BIERSCHENK (Thomas)
CHAUVEAU (Jean-Pierre)
OLIVIER DE SARDAN (Jean-Pierre) (dir.)
*Courtiers en développement. Les villages
africains en quête de projets*
Mayence, APAD, Paris, Karthala,
2000, 328 pages.

Disons le d'emblée, car ceci est relativement rare : il s'agit d'un vrai ouvrage collectif, avec une introduction stimulante d'une quarantaine de pages traçant bien la problématique du titre et onze contributions toutes intéressantes et effectivement centrées sur le sujet traité. Même si le champ géographique se limite principalement à plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest (cinq communications sur le Bénin, des articles sur le Sénégal, le Mali, le Togo et le Niger), avec un contrepoint Afrique de l'Est (Kenya, Rwanda), il est suffisant dans un premier temps pour une approche comparative. On appréciera également la diversité des auteurs (cinq Africains, six Européens). Parmi une gamme assez large d'intermédiaires, les courtiers locaux en développement sont définis comme « ces acteurs sociaux implantés dans une arène locale (dans laquelle ils jouent un rôle politique plus ou moins direct) qui servent d'intermédiaires pour drainer (vers l'espace social correspondant à cette arène) des ressources extérieures relevant de l'aide au développement [...], les courtiers en développement sont les personnages clés de l'irrésistible quête de projets menés dans les villages africains et autour d'eux » (p. 7).

L'apparition des courtiers est replacée dans la genèse et la nature des États africains. « Dépendante matériellement de l'extérieur, la classe politique s'est alimentée, dans les pays les plus pauvres d'Afrique, de la taxation du commerce transitaire international et du transfert des fonds d'aide au développement plutôt que de revenus générés de manière interne [...]. L'aide au développement a été par conséquent, depuis les indépendances, un élément essentiel de la médiatisation de la souveraineté étatique en permettant l'ancrage

des structures clientélistes à l'intérieur de ces sociétés – à l'inverse de l'interprétation des praticiens et experts occidentaux du développement qui voient dans la prépondérance des relations clientélistes un héritage déplorable du traditionalisme des États africains » (p. 9). L'évolution des modalités de l'aide et les processus de libéralisation économique, de démocratisation politique et de décentralisation renforcent encore les opportunités pour les courtiers. « L'étude empirique des courtiers de développement introduit par conséquent à une réflexion plus large sur les rapports entre les États africains, les modes locaux de gouvernance et les organisations intermédiaires » (p. 13).

La deuxième partie de l'introduction (pp. 13-23) passe en revue la littérature anthropologique, généralement anglophone, sur les intermédiaires (notamment dans le domaine politique) et les courtiers et sur le passage des courtiers politiques aux courtiers de développement. La dernière partie de l'introduction (pp. 23-42) « fait une synthèse comparative des acquis de cet ouvrage » : comment on devient courtier, les courtiers dans l'arène politique globale, le courtage au développement par rapport aux autres formes d'intermédiation, la distribution inégale du courtage en Afrique de l'Ouest et le rôle actif des courtiers dans la recomposition des sociétés africaines.

La contribution la plus représentative de la problématique est sans doute celle consacrée à Kandi, au Nord-Bénin, avec la figure emblématique d'un grand courtier, Iri Bonsé, qui sait utiliser ses diverses positions successives (cadre intellectuel de la région, doyen de la faculté d'agronomie, ministre du Développement rural, responsable d'un parti politique) pour développer des relations tous azimuts avec les divers bailleurs de fonds européens, et capter les ressources externes et de l'État pour soutenir les actions de développement de l'association des ressortissants de Kandi. Musulman mais non militant, il profite d'une visite du président Soglo au Koweït et en Arabie saoudite pour créer à Kandi une association pour l'appel à la promotion de l'islam, ce qui a permis

également de drainer sur cette ville une partie de la rente arabo-islamique. On voit là le chevauchement entre plusieurs registres ou légitimités (intellectuel, politique, du développement) et plusieurs niveaux (local, national, international).

D'autres auteurs montrent bien la concurrence/complémentarité entre les intermédiaires politiques (entre l'« État » et le « peuple »), ceux qui sont issus de la décentralisation comme au Sénégal, ou les anciennes autorités coutumières (Togo, Bénin) et les nouveaux courtiers du développement. Ces derniers, s'ils savent apporter au village des réalisations concrètes ou des financements externes, acquièrent une nouvelle légitimité : « Le discrédit jeté sur les communautés rurales (Sénégal) par vingt ans de détournements, de malversations et de gestion inefficace s'est répercuté inévitablement sur les conseillers ruraux et sur la classe politique locale en général. Tout en continuant à entretenir des liens de clientèle avec leurs patrons politiques, les paysans critiquent ouvertement les organes des collectivités locales et refusent de s'acquitter de la taxe rurale, en privant ainsi les structures décentralisées de leur ressource principale » (p. 93). Situation à méditer pour les nouvelles décentralisations qui se mettent en place (Mali, Burkina, Bénin...).

Mais on sent aussi que certains auteurs s'interrogent sur la pertinence du concept de courtiers. « Y a-t-il des interfaces sans courtiers ? » (E. Sodeik) ou des « courtiers malgré eux ? » (M. Tidjani Alou). « Les responsables d'associations villageoises de développement dans les zones de migration sont-ils des courtiers ou des entrepreneurs politiques ? » (P. Lavigne Deville). C'est sans doute cet article, consacré aux « associations villageoises de développement dans une région d'émigration internationale (Mali, Sénégal) » (p. 165-187), qui montre le mieux les limites d'une approche en termes de courtiers. Ici, les ressources sont essentiellement internes (à plus de 90 %). Leur utilisation devient un enjeu dans le champ politique local. Elle permet à certaines catégories sociales (les jeunes captifs, les jeunes migrants des lignages dominants, les jeunes lettrés...) d'entrer dans ce

champ : « Le fait de porter l'idée de développement, et de réaliser des infrastructures collectives au village, légitime l'accès à l'arène politique locale via la notabilité associative » (p. 166). « L'émergence du thème du "développement" est le fruit de ces luttes internes aux communautés de ressortissants et de la constitution d'un regard critique, chez certains émigrés, sur leur société d'origine, le village, les changements jugés nécessaires » (p. 170).

Le « développement » est soutenu par certaines catégories sociales comme « la création d'un espace de débat sur certaines affaires de la communauté et l'instauration de nouvelles règles marquant l'égalité des migrants au sein de cet espace » (p. 172). De même, les associations de développement se veulent « de nouvelles instances de gestion des affaires publiques ». Elles ont « pour vocation de débattre de réalisations de "développement", en fait de la création d'infrastructures communautaires ou publiques (auxquelles ont accès tous les membres de la communauté). De ce fait, elles interviennent sur une partie des "affaires publiques" du village. Comme le chef du village, elles suscitent et organisent le consensus, mobilisant les villageois pour des tâches d'"intérêt public" » (p. 177).

Cette analyse paraît beaucoup moins réductrice que certains passages du livre assimilant le développement à un simple captage des rentes, surtout l'aide extérieure, mais aussi les ressources de l'État, la « rente migratoire » ou les « ristournes cotonnières ». Elle permet aussi de ne pas assimiler trop rapidement les différents « leaders », « responsables », « promoteurs », « militants », « intermédiaires », « interfaces sociaux » à des courtiers, au sens relativement étroit (mais cité fréquemment dans les études de cas) de Boissevain : « des manipulateurs professionnels de personnes et d'informations qui produisent de la communication pour le profit » (p. 20).

Au-delà des caractéristiques et des trajectoires des courtiers, l'intérêt de ce livre est de faire apparaître ce besoin d'intermédiation lié à l'existence d'une multitude de champs ou d'arènes,



non stabilisés, en recomposition, ouverts à une pluralité de normes. Ce qui conduit à une pluralité d'intermédiaires (dont les courtiers) et de formes d'intermédiation. L'étude des courtiers pourrait ainsi se déplacer vers l'analyse comparative des champs politiques locaux, avec leurs rivalités de légitimité et leurs enjeux spécifiques.

Dominique Gentil

COMPAGNON (Daniel)

MAKUMBE (John M.)

Behind the Smokescreen. The Politics of Zimbabwe's 1995 General Elections

Harare, University of Zimbabwe

Publications, 2000, 340 pages.

Il est rare et important que des auteurs français et d'Afrique australe s'associent pour rédiger un ouvrage, il est d'autant plus important sans doute que cet ouvrage soit en langue anglaise. Quand, en outre, on connaît la faible quantité de recherche récente produite sur le Zimbabwe, on ne peut que se réjouir du livre de John Makumbe et Daniel Compagnon, rendu d'ailleurs encore plus utile par le contexte politique zimbabwéen actuel.

L'ouvrage repose sur une importante recherche de terrain, appuyée financièrement par feu l'antenne Ifra de Harare (la recherche française au Zimbabwe est désormais dans le champ de compétences de l'Ifas de Johannesburg), un travail de dépouillement systématique de la presse et une connaissance fine de la vie politique zimbabwéenne. Divisé en cinq chapitres chronologiques, de la préparation aux conséquences des élections, accompagné d'un index et d'une bibliographie importante (mais qui ignore un peu les auteurs français, pourtant rares...), l'ouvrage est clair, efficace et extrêmement détaillé. C'est de la science politique électorale, mais qui sait se servir des résultats d'une élection particulière (1995) pour faire comprendre une période de l'histoire politique du pays et surtout démonter

un système, celui du régime de Robert Mugabe et de la Zanu-PF.

Il y a longtemps eu un sérieux quiproquo à propos du Zimbabwe. Comment en effet le régime politique en place a-t-il pu, depuis 1980, préserver une façade démocratique ? Pourquoi les opinions et les institutions internationales ont-elles si longtemps gardé une image positive du régime Mugabe, image qui ne s'est finalement tout à fait brisée qu'en 1999-2000 avec le soutien du gouvernement à l'invasion des fermes privées et les violences qui s'en sont suivies ? Comment maintenir un système politique fondé sur des élections, avec des partis d'opposition légaux, tout en s'assurant systématiquement la victoire ?

C'est au fond à ces questions que le livre permet de répondre. Si chacun sait que les élections zimbabwéennes ne sont pas *free and fair*, encore faut-il comprendre comment elles sont manipulées et avec quelles complicités pour rendre compte de l'efficacité du système. Ce qui frappe n'est pas tant la violence directe contre les partis d'opposition que la mise en œuvre d'un instrument politique complexe qui peut jouer les cordes de l'intimidation, de la propagande, de la désinformation ou du clientélisme pour maintenir au pouvoir un parti dont les cadres mêmes sont étroitement contrôlés (voir le très bon chapitre sur le système des primaires). Il s'agit donc d'une atmosphère politique, distillée habilement pour cacher le tout derrière un « rideau de fumée » (le *smokescreen* du titre). C'est le démontage de cette méthode qui rend l'ouvrage important au-delà du seul cas zimbabwéen. Enfin, la lecture de ce texte peu de temps après les élections de juin 2000 éclaire celles-ci tout autrement : peut-on prendre la mesure du degré de dégoût d'un système qui a permis, malgré tout, aux électeurs zimbabwéens d'envoyer au Parlement 58 députés du MDC ?

On aura deux reproches à faire, mais qui ne sont que le regard porté depuis une autre discipline. D'une part, la cartographie de l'ouvrage est plus que pauvre (et d'ailleurs répétitive...). L'analyse spatiale électorale, on le sait, apporte des informations riches, et des analyses des

contextes locaux éclairent bien des résultats ; or, cette approche-là manque. D'autre part, malgré le choix louable (et aussi parce que les auteurs ont un objectif didactique pour le grand public zimbabwéen) de centrer l'ensemble du texte sur une seule élection, on aurait aimé au moins un chapitre de mise en perspective historique et de confrontation des résultats avec ceux d'autres consultations.

Philippe Gervais-Lambony

DIAW (Moussa)

La Politique étrangère de la Mauritanie

Paris, L'Harmattan, coll. « Études africaines », 1999, 270 pages.

Tiré d'une thèse de doctorat, cet ouvrage devrait combler une lacune d'autant plus grande que seul le biais de la politique étrangère permet de saisir certains enjeux majeurs liés à l'existence et à la pérennité de cet authentique État-frontière qu'est la Mauritanie. Moussa Diaw a donc tenté un pari qui en valait la peine, et son livre nous permet de retrouver les moments clés d'une trajectoire historique assez chaotique. L'auteur tente en fait une sorte de socio-histoire « par le haut » de la politique extérieure du pays depuis la naissance controversée de cet « État fragile » (p. 34) jusqu'aux vicissitudes actuelles d'un positionnement géopolitique toujours aussi délicat. Déchiré entre Maghreb et Afrique noire, le pays voit en effet sa diplomatie résumée à une tentative perpétuelle d'esquiver le double péril de la balkanisation et de l'isolement. M. Diaw choisit cependant de traiter le sujet de façon relativement curieuse : son hypothèse de départ pose, on ne sait trop pourquoi, que « la politique étrangère de la Mauritanie ne pourra se comprendre qu'à travers sa position entre le tropisme français et le tropisme arabe » (p. 20).

Les deux premières parties de l'ouvrage se proposent d'explorer cette double voie avant qu'une troisième et ultime partie, assez utile, mais dont on

ne voit pas vraiment le rapport avec les deux autres, ne se penche sur « la politique étrangère comme processus décisionnel ». Mais, sur le fond, il est loin d'être sûr qu'il y ait une politique mauritano-française à laquelle s'opposerait constamment un « tropisme arabe ». D'ailleurs, à force de tenir à cette véritable idée fixe (qui néglige ou fait passer par le « biais français » tout le pan des relations avec l'Afrique noire !), M. Diaw s'en tient à une vision binaire qui fait trop cas des idées reçues en ce domaine. Ce faisant, il s'interdit d'explorer d'autres pistes de recherche qui se seraient révélées plus intéressantes. Et, malgré ses proclamations, le livre n'arrive pas vraiment à articuler, dans sa réflexion, les deux versants, interne et externe, de la politique mauritanienne, ni à les envisager de manière dynamique. Tout juste se contente-t-il de rester, tout au long du texte, à un niveau immédiat où son travail se limite à repérer les balancements successifs d'une action diplomatique invariablement imputée aux seuls impératifs de politique intérieure, elle-même censée être éternellement gouvernée par des débats ethniques.

Pourtant, plus finement exploitée, la masse d'informations réunies aurait fourni au livre la problématique qui lui fait défaut et aurait davantage mis en valeur un effort de recherche par ailleurs manifeste. Cela est d'autant plus dommage que l'auteur donne souvent l'impression qu'un tel travail était à sa portée. On regrettera également que M. Diaw préfère le plus souvent se cantonner aux aspects les plus spectaculaires et officiels de la politique étrangère et qu'il ne se confronte pas davantage aux réalités de terrain : la place de l'histoire, les questions de frontières, le rôle des diasporas, notamment marchandes, le poids culturel de l'islam mauritanien, les fonctionnalités des rapports économiques avec l'étranger, l'imaginaire local de l'extérieur et les représentations du dehors... Cela lui aurait permis à la fois d'illustrer davantage des analyses qui paraîtraient moins désincarnées, et de ne pas donner l'impression de s'en tenir aux rationalisations émises par les acteurs publics officiels et les médias.



Par ailleurs, l'illusion volontariste semble avoir opéré chez l'auteur, en particulier dans la troisième partie du livre. Consacrée au « processus décisionnel » de la politique étrangère, celle-ci se contente de retracer le profil des différents occupants du poste de chef de la diplomatie au fil de l'histoire du pays. Cependant, contrairement à ses objectifs, cet exercice ne permet pas vraiment de comprendre grand-chose sur ce plan dans un contexte où ce domaine est dans les faits, et de façon notoire, jalousement « managé » par l'exécutif central. On déplorera enfin les nombreuses concessions au mode de rédaction journalistique et aux raccourcis d'une écriture par moments hésitante. Malgré ces quelques manques, il est vrai regrettables, le livre demeurera sans doute une source d'information importante, et son auteur a visiblement de réelles capacités pour en compenser les faiblesses dans de prochains travaux sur un sujet décidément capital pour la compréhension de la Mauritanie.

Zekeria Ould Ahmed Salem

MacGAFFEY (Wyatt)

Kongo Political Culture. The Conceptual Challenge of the Particular

Bloomington, Indiana University Press, 2000, 274 pages.

Cette dense étude est la somme la plus complète à ce jour, non seulement sur les croyances religieuses, mais aussi sur le pouvoir kongo au tournant du siècle dernier. Pour Wyatt MacGaffey, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux des Bakongo, auxquels il a consacré d'innombrables articles et plusieurs monographies, l'expérience du pouvoir dans cette région est indissociable de la cosmologie religieuse kongo.

Le livre explore cette hypothèse en proposant une relecture du remarquable corpus rassemblé par le missionnaire et anthropologue suédois Karl Laman (1867-1944). Entre 1914 et 1916, au seuil des bouleversements engendrés par la

colonisation belge, Laman demanda à une soixantaine de catéchistes, instituteurs, traducteurs et convertis alphabétisés dans l'ensemble des missions suédoises et baptistes du Bas-Congo (Manianga), d'écrire sur leurs sociétés et leurs traditions. En 1916, Laman avait engrangé plus de 10 000 pages manuscrites en kikongo, qui fournirent les données de base de l'ouvrage monumental publié en anglais après sa mort, *The Kongo* (4 vol., Uppsala, 1953-1968).

Les trois chapitres introductifs retracent la généalogie de ces sources et réfléchissent à la complexité des genres discursifs qui s'élaborent au carrefour des sources africaines et des textes scientifiques écrits à partir – ou à côté – d'elles. Le passage du kikongo à l'anglais donne l'occasion à W. MacGaffey d'invoquer une large panoplie de théories linguistiques et anthropologiques sur les rapports de valeurs entre langage du religieux et langage scientifique. Il montre, en particulier, que les oppositions implicites dressées par les chercheurs occidentaux entre émotion et pensée, science et croyance, fiction et analyse, obscurcissent la carte mentale des anciens Bakongo. En outre, même si le kikongo est une langue écrite – et christianisée – depuis le XVI^e siècle au moins, les cahiers évacuent la dimension interpersonnelle et contextuelle de la performance orale, essentielle pour comprendre, de l'intérieur, les expériences dont « parlent » les auteurs.

Pour dévoiler cette carte mentale, le reste du livre concentre l'analyse sur la chefferie kongo. Le chapitre IV analyse les traditions d'origine et l'apparition des chefferies telles qu'elles furent décrites dans les cahiers Laman, en montrant la relation triangulaire qui existe entre *nganga/ndoki* (prêtre, spécialiste, sorcier), *mfumu* (chef à la fois religieux et politique) et *minkisi* (rituels de pouvoir, composés en partie de charmes). Pour les Bakongo, ces trois acteurs sont indissociables, chacun dérive des autres ses pouvoirs, en assumant tour à tour les fonctions de régulation, guérison, destruction et protection inhérentes au statut de « chef ». L'appart le plus original de

W. MacGaffey est d'expliquer comment, dans cette cosmologie, les individus-chefs peuvent être réifiés, manipulés comme des objets-réceptacles du pouvoir, et, à l'inverse, comment les *minkisi* (popularisés dans l'imaginaire européen par les statuettes à clous des musées ethnographiques) peuvent être anthropomorphisés, considérés comme des chefs-personnes, la circulation du pouvoir (les esprits) passant de l'un à l'autre, ainsi qu'au *nganga*, sans jamais se départir de son ambiguïté fondamentale (le pouvoir étant tout à la fois maléfique et bénéfique), ni de sa flexibilité morphologique. Deux chapitres consacrés aux plus puissants des *minkisi*, les *minkondi*, permettent d'explorer l'extrême variabilité des rituels de pouvoir. Les procédures qui « chargent » les *minkisi*, ou les chefs, en les dotant du pouvoir de vie et de mort, ne sont jamais fixées une fois pour toutes, ni ne se ressemblent dans telle région donnée. Ces rituels, comme les légendes d'origine, sont des événements historiques, non des formes creuses, c'est-à-dire qu'ils sont d'abord l'incarnation variable des relations de pouvoir dans un contexte donné, tout en obéissant aux modèles cognitifs de la tradition kongo.

Pour les historiens et les politistes, l'hypothèse la plus stimulante du livre est que cette « matrice morale » du politique, perpétuée jusqu'à nos jours, permet d'expliquer les caractères du leadership dans le Congo moderne. Les quelques pages consacrées à ce problème restent cependant assez superficielles. Pour W. MacGaffey, les quatre-vingts années qui se sont écoulées depuis l'enquête Laman se résument à l'« appauvrissement » de la cosmologie kongo. Ce raccourci n'explique pas l'ampleur des changements, ni les enrichissements apportés à la pratique du pouvoir dans cette région. Entre autres exemples, la symbolique ancienne du léopard a été profondément retravaillée par les exigences du nouveau système électoral et médiatique. Les leaders politiques, et l'opinion publique, mobilisèrent d'autres éléments de la cosmologie kongo, comme le caïman, emblème de Fulbert Youlou, ou le soleil, image du parti de Bernard Kolélas (Congo-Brazzaville).

Reste que l'ouvrage de W. MacGaffey, en retraçant dans le détail les caractéristiques de cette culture politique au début du XX^e siècle, reste incontournable pour ceux qui voudront en évaluer les changements ultérieurs.

Florence Bernault

MEUNIER (Olivier)

Bilan d'un siècle de politiques éducatives au Niger

Paris, L'Harmattan, 2000, 312 pages.

La force de cet ouvrage réside dans la quantité et l'authenticité de données regroupées et analysées de façon cohérente. On y trouve des extraits d'archives coloniales, des statistiques officielles mais aussi des témoignages d'élèves, étudiants, enseignants et responsables politiques de la période coloniale à nos jours. L'auteur décrit la politique éducative coloniale, son exécution sur le territoire nigérien et la gestion de cet héritage de l'indépendance à nos jours. Le bilan met en perspective, à travers cette démarche chronologique, les politiques et stratégies adoptées et leur impact sur l'école nigérienne.

Tardivement implantée, faiblement et inégalement répartie par rapport à celles des autres colonies de l'AOF, l'école nigérienne a été cependant, comme toutes les autres écoles coloniales, un outil d'assimilation des peuples colonisés. Instrument de diffusion de la culture métropolitaine et de consolidation des intérêts coloniaux, l'école coloniale était sélective dans ses méthodes de recrutement, élitiste dans sa composition et extravertie dans les méthodes et les objectifs de son enseignement.

Malgré les dénonciations de ces méthodes et les tentatives des réformes envisagées, l'école nigérienne demeura à l'indépendance une « photocopie de l'école coloniale », inadaptée à l'environnement socio-économique nigérien et orientée vers des objectifs étrangers ou méconnus du plus grand nombre. Les différents régimes nigériens



n'ont pas pu mettre en place une politique éducative cohérente et adaptée aux réalités du Niger indépendant. À cette crise d'adaptation est venue plus tard s'ajouter une crise d'adéquation de l'offre à la demande. En effet, la création de nouvelles écoles occasionnée par l'augmentation du nombre d'enfants se heurte à l'insuffisance du personnel enseignant qualifié et des fournitures scolaires. La récession économique des années 1980 ne permet plus à l'État nigérien de relever efficacement les défis posés par un système éducatif désormais en proie à une baisse de niveau et au phénomène de déscolarisation. Affaibli par la crise économique, le sort de l'État nigérien est confié aux institutions financières internationales, à qui revient également le monopole de la prise de décision en matière de politique éducative. Les politiques adoptées dans ce contexte prônent d'une manière générale le désengagement progressif de l'État du secteur éducatif et la prise en charge des dépenses délaissées par les collectivités locales. Les points les plus sensibles de ces mesures sont : « la double vacation en milieu urbain, les classes multigrades en zone rurale, la limitation de l'enveloppe des bourses, le concours d'entrée à la fonction publique et une prise en charge de certaines dépenses par les familles ».

Le système éducatif nigérien est ainsi affecté dans son essence et ses aspirations. Le fonctionnariat n'étant plus la fin de l'école, un programme plus pratique est mis sur pied pour relier l'élève à son environnement, le rendre plus compétitif sur le marché du travail ou faciliter sa réinsertion dans « les structures de production de son milieu » en cas d'échec scolaire. Cependant, la difficulté de trouver un consensus entre les partenaires de l'école sur les mesures envisagées, le manque de formation des instituteurs pour une meilleure maîtrise du nouveau programme, l'absence d'ateliers scolaires censés occuper les élèves pendant les heures creuses, l'insuffisance des écoles professionnelles, etc., ont rendu ces nouvelles mesures inefficaces et lourdes de conséquences pour le système éducatif nigérien.

Réduit à un simple système de scolarisation de masse et affaibli par les grèves pour les bourses (par les étudiants) et les salaires (par les enseignants), l'école publique amorce une crise de confiance et de fonctionnement sans précédent. Cela a favorisé la multiplication des écoles privées, pourtant uniquement accessibles aux enfants de quelques privilégiés. Exclues de ce circuit compétitif, les déshérités sont laissés à eux-mêmes. Le taux de déscolarisation s'accroît, le nombre de « déclassés », désœuvrés et frustrés s'élargit, les inégalités sociales se reproduisent, la crise de confiance s'accroît, les risques d'instabilité sociale s'élèvent et la qualité du système éducatif se détériore de plus en plus.

Enfin, pour réhabiliter le système éducatif nigérien, l'auteur recommande, entre autres, l'association de tous les partenaires de l'école au processus de conception, d'élaboration et d'application des politiques éducatives. Conçues par, ou tout au moins avec le peuple nigérien, ces politiques doivent être constructives et compétitives, capables de s'ouvrir aux technologies et opportunités du moment tout en restant en parfaite adéquation avec l'environnement socioculturel et les aspirations économiques du pays.

Élisabeth Sherif

WINTER (Gérard) (dir.)

*Inégalités et politiques publiques
en Afrique ; pluralité des normes
et jeux d'acteurs*

Paris, Karthala-IRD, 2001, 453 pages.

Les vingt-trois contributions de cet ouvrage, avec les textes de présentation et de conclusion qui les encadrent, constituent l'aboutissement d'un travail d'assez longue haleine initié par une interrogation sur l'adaptation des politiques publiques de développement face aux mutations récentes des sociétés africaines. Le résultat de l'« expertise collective » ainsi articulée a produit une réflexion intéressante et diversifiée sur les perceptions du

développement à la fin des années 1990, et précédant de peu (bien que publiée après) le rapport de la Banque mondiale sur la pauvreté.

Une des observations centrales de cet ouvrage collectif est que l'appauvrissement entraîne l'exclusion de l'accès aux ressources de revenus mais aussi et surtout de liens sociaux. Il en découle un processus de marginalisation plus ou moins accentué selon le capital social de ceux qui le vivent. Une autre observation consiste à mettre en évidence, durant la même période, des itinéraires d'enrichissement individuel (parfois indus) qui contribuent à rendre plus critiques les inégalités. Face à ce constat, l'expertise collective invite à repenser le champ des politiques publiques « intermédiaires » en tenant compte des confrontations et des négociations non officielles autour des enjeux stratégiques.

Toutefois, ce résumé des conclusions de l'ouvrage est loin de rendre compte de l'étendue des problèmes prospectés. La première partie fournit un aperçu des domaines touchés par la

paupérisation : en matière de nutrition, dans la dynamique des micro-entreprises ou dans le droit du travail. Ensuite, la question de la pluralité des normes, qui, en soi, est à la fois un objet d'étude et un facteur d'explication, donne lieu à des contributions originales, reprenant les oppositions classiques entre public et privé, coutume et droit moderne, et les soumettant aux mutations des années 1990. La dernière partie du livre interroge les « greffes de normes étrangères et la pénétration de l'économie globale ». C'est l'occasion, dans presque tous les chapitres, de confirmer les capacités de ré-appropriation des modèles externes par les sociétés africaines. Constat stimulant pour la recherche et rassurant pour un continent en quête d'affirmation, mais toujours plus déroutant quand il s'agit de raisonner en termes de politiques publiques car, après avoir lu ce livre éclairant, on ne perçoit encore que confusément les voies de sortie de la pauvreté.

Jean-Marie Gaillard